

L'évolution sociale dans la région de Djelfa au début du XXe siècle

Ferial Yahiaoui¹, Mounira Houari²

¹ Université Djillali Liabès de Sidi Bel Abbès (Algeria),

Email : ferial.yahiaoui@univ-sba.dz

² Université Ziane Achour de Djelfa (Algeria), Email : mounira.houari@univ-djelfa.dz

Received: 22/02/2025 Accepted: 01/06/2025 Published: 27/12/2025

Abstract

The article offers an overview of the population of Djelfa and its distinctive features compared to other regions of Algeria. The inhabitants were divided between urban communities, settled in towns or ksour, and nomadic groups, the latter being dominant in both demographic and spatial terms. It further examines the shifts in demographic composition following the onset of European settler colonization. The region experienced the implantation of colonists and developments in education and health in the early twentieth century, as the colonial administration launched its economic projects, which in turn produced adverse social consequences.

Keywords: Djelfa 1; Social evolution 2; Algeria 3; Colonial period 4; Study 5

I- Introduction :

L'histoire de la région de Djelfa, bien que largement étudiée sous l'angle politique et militaire, notamment à travers l'analyse de la résistance populaire et des mouvements de libération, demeure insuffisamment explorée dans ses dimensions sociales et économiques. Les travaux existants – thèses, articles, ouvrages collectifs et communications scientifiques – ont principalement privilégié les événements militaires et les stratégies de contrôle colonial, laissant dans l'ombre la vie quotidienne des populations locales et les transformations profondes du tissu social. Cette lacune s'explique en grande partie par la rareté des sources disponibles, lesquelles se limitent souvent à des rapports administratifs et militaires rédigés par les autorités françaises, documents qui, bien que riches en données officielles, reflètent avant tout une perspective coloniale et idéologiquement orientée.

Cet article vise à combler cette lacune en examinant l'évolution sociale de la région de Djelfa durant la période coloniale, en mettant l'accent sur la sédentarisation forcée des tribus nomades, les réformes foncières, la redistribution des terres, la structuration de l'éducation et de l'assistance sociale, ainsi que l'implantation de projets économiques destinés à exploiter la main-d'œuvre locale. L'étude s'appuie sur les archives de l'administration coloniale conservées au Centre des archives départementales de Djelfa et sur les rapports annuels du gouvernement général de l'Algérie relatifs aux régions du Sud, offrant un matériau empirique essentiel pour une analyse historique critique.

Au-delà de la simple description des événements et institutions, l'approche adoptée cherche à comprendre les logiques structurelles et idéologiques qui ont façonné les transformations sociales, révélant comment les politiques coloniales ont produit non pas un développement équitable, mais un processus systématique d'exclusion, de contrôle et de hiérarchisation sociale. Cette perspective permet d'appréhender Djelfa non seulement comme un espace géographique et administratif, mais également comme un terrain d'étude privilégié pour analyser l'impact durable du colonialisme sur les dynamiques sociales et économiques locales.

Ces transformations ont été présentées comme un progrès par l'administration coloniale, mais le présent article traite de la problématique suivante :

Comment la colonisation française a-t-elle transformé les structures sociales, économiques et démographiques de la région de Djelfa au début du XXe siècle, et dans quelle mesure ces transformations ont-elles renforcé les inégalités et la hiérarchisation sociale, plutôt que de favoriser un développement équitable et partagé ?

I.1. Nature de la population et spécificités de la région :

L'analyse d'une société à une époque donnée suppose d'abord de saisir la nature de ses habitants et les caractéristiques de leur mode de vie. En effet, toute étude des transformations sociales demeure incomplète sans une prise en compte des fondements historiques et structurels sur lesquels elles s'appuient. Dans le cas de la région de Djelfa, la population se répartissait en deux ensembles distincts, différenciés à la fois par leurs modes de vie et par leurs espaces de résidence. Ces ensembles étaient les suivants :

A/ Les habitants des ksours : Le terme ksar, qui signifie littéralement « village » ou « hameau », désigne un regroupement important d'habitations traditionnelles, souvent arabes, construit de manière compacte et ceinturé par un mur périphérique. Ce mur pouvait être spécialement érigé à cet effet, ou bien formé par les façades arrières des maisons elles-mêmes, ce qui créait un espace clos et protégé. À l'intérieur, l'organisation spatiale se caractérisait par un réseau de ruelles étroites, parfois sinueuses, qui facilitaient la défense tout en renforçant la cohésion sociale entre les habitants. Le ksar comprenait en outre des vergers et des jardins, éléments essentiels qui témoignaient de la fonction agricole et vivrière de ces regroupements. Les maisons, construites en briques de terre séchée au soleil, étaient rarement recouvertes de plâtre, ce qui leur donnait une apparence brute mais parfaitement adaptée aux conditions climatiques locales. Elles se distinguaient par l'absence quasi totale de fenêtres sur l'extérieur, afin d'assurer une meilleure protection et préserver l'intimité des familles. Quelques ouvertures seulement permettaient l'aération et la lumière. La structure architecturale s'organisait autour d'une cour centrale (houche), espace domestique essentiel vers lequel s'ouvraient les pièces d'habitation¹. Dans ses écrits, le général Daumas évoque le ksar de Messaad, situé à environ huit kilomètres à l'ouest de Demmed. Il le décrit comme un ensemble

[¹] M.O Mac-Carthy, Dictionnaire géographique, économique, et politique de l'Algérie, Dubos frères, imprimeurs-libraires- éditeurs, Alger, 1858, p p : 361 – 364.

composé de quarante à cinquante maisons bien construites, entourées de vergers soigneusement plantés². Même si les statistiques précises font défaut pour confirmer quantitativement cette description, les récits contemporains ou proches de cette époque permettent de conclure que les habitants des ksour représentaient une minorité, aussi bien en termes de superficie occupée qu'en nombre d'individus, face à une population largement dominée par les modes de vie ruraux et pastoraux, reposant sur le nomadisme et les déplacements saisonniers. L'apparition et le développement des ksour s'expliquent généralement par deux facteurs principaux :

- d'une part, la nécessité pour les groupes nomades de protéger leurs biens, leurs réserves alimentaires et leurs récoltes contre les tribus voisines, avec lesquelles les conflits étaient fréquents.
- d'autre part, la difficulté matérielle de transporter ces biens lors de leurs longs déplacements, souvent à travers de vastes étendues du territoire algérien, à la recherche de pâturages pour leurs troupeaux.

À l'origine, les populations nomades construisaient des silos collectifs (Matmoura), entourés de murs défensifs. Progressivement, pour protéger ces réserves, certains groupes commencèrent à se fixer autour de ces installations, donnant naissance à des habitations permanentes. Ce processus marqua le passage progressif d'un mode de vie nomade à une forme de sédentarisation relative. Les ksour furent généralement édifiés dans des zones offrant des conditions favorables à l'agriculture, soit par la qualité des sols, soit par la disponibilité en ressources hydriques. Ces ressources provenaient de puits, de sources naturelles ou encore de petits cours d'eau. L'agriculture pratiquée était essentiellement vivrière : elle visait avant tout à satisfaire les besoins immédiats des habitants du ksar. On y cultivait quelques arbres fruitiers (figuiers, grenadiers, amandiers) et l'on constituait des réserves en céréales, principalement en blé et en orge. Ces productions, bien que limitées en volume, représentaient un élément vital pour l'autosubsistance des communautés sédentarisées et renforçaient la fonction stratégique des ksour dans l'organisation sociale et économique de la région³.

B/ Les nomades : Les nomades constituaient la composante démographique prépondérante de la région, occupant l'essentiel de son espace géographique. Leur mode de vie reposait sur la transhumance, pratique ancestrale adaptée aux contraintes écologiques d'un milieu semi-aride marqué par l'irrégularité et la rareté des pâturages. L'économie pastorale, centrée sur l'élevage ovin et camelin, structurait non seulement leurs activités quotidiennes, mais également leurs rapports sociaux et leurs formes d'organisation collective.

L'aire de leurs déplacements s'étendait sur un vaste territoire : du Ksar El Boukhari au nord jusqu'à Touggourt et Ghardaïa au sud, de Bousaâda à l'est jusqu'aux confins du Djebel Amour à l'ouest. Ces mobilités n'étaient pas aléatoires : elles obéissaient à une logique écologique, sociale et symbolique. Ainsi, la raréfaction des pâturages constituait le signal déterminant pour engager une

[²] Le duc Dumas, *Le Sahara algérien*, traduit par Fawzia Kandouz Abbad, Éditions et Distribution Granada, Algérie, 2013, p. 197.

[³] Trumeley, *Les Français dans le Sahara : Carnets d'une campagne aux frontières du Sahara algérien*, trad. Mohamed Merajy, Granada Publishing and Distribution, 2013, p. 331.

migration. Celle-ci s'effectuait cependant à l'intérieur d'un espace perçu comme leur territoire naturel et spirituel, dont ils ne s'écartaient que dans des situations de contrainte majeure, telles que les épisodes de sécheresse prolongée. Dans ce cas extrême, la migration prenait un caractère collectif et pouvait mener vers des zones plus éloignées.

Le rythme saisonnier de ces déplacements illustre la rationalité d'une économie fondée sur l'adaptation : durant l'été, les tribus se dirigeaient vers le nord, où l'abondance relative des ressources et l'intensification des échanges commerciaux offraient de meilleures conditions de subsistance. À l'inverse, l'hiver et le printemps les voyaient se replier vers le sud, cherchant des espaces plus cléments pour leurs troupeaux. Ce cycle migratoire, loin d'être une simple réponse aux contraintes naturelles, traduisait un mode de vie profondément intégré à l'environnement et porteur d'une mémoire collective transmise de génération en génération⁴.

II– Transformations sociales de la région :

En 1860, la localité de Djelfa ne recensait que 114 habitants. Le décret impérial du 20 février 1861, promulgué par Napoléon III, prescrivit la création du centre militaire de Djelfa, lequel impliquait la construction initiale de 55 maisons sur une superficie de 1 770 hectares. Ce chiffre atteignit 263 maisons en 1863⁵. La fondation de ce centre militaire constitua un tournant majeur dans l'histoire sociale de la région, en inaugurant une politique visant à restreindre les déplacements tribaux et à affaiblir progressivement l'activité pastorale. Aux yeux de l'administration coloniale, le nomadisme n'était pas seulement une organisation économique, mais une véritable forme de résistance politique et sociale. Dès lors, fixer les populations et réduire leur mobilité apparaissait comme un objectif stratégique central.

En 1918, la région de Djelfa abritait près de 75 000 habitants, répartis sur une vaste superficie estimée à 2700000 hectares, allant du nord (Boghar et Aïn Boucif) jusqu'au sud (Touggourt et Ghardaïa)⁶. La majorité demeurait constituée de groupes nomades, mais la composition démographique connut alors des mutations notables, sous l'effet de la politique coloniale d'encouragement à la colonisation européenne. En parallèle, l'apparition et la consolidation de projets d'exploitation — tels que le commerce de l'alfa, l'élevage encadré et l'implantation de la voie ferrée — favorisèrent l'installation croissante d'Européens dans la région de Djelfa. L'évolution de cette présence, particulièrement significative, Consultez le tableau n° 1.

III-La situation de l'éducation dans la région de Djelfa :

III.1.L'éducation générale dans la région :

[⁴] Al-Shafi'i Darwish, La relation des tribus Ouled Nail avec l'autorité ottomane en Algérie à travers le livre Le Voyage de Bey Muhammad al-Kabir, Qabas Journal for Human and Social Studies, Numéro : 1, Vol : 4, Publications de l'Université d'El Oued, juin 2020, p. 846.

[⁵] Kamal Bayram, Écrits d'officiers français sur Djelfa et le Sahara, Ansanah Journal for Research and Studies, n° 10, Publications de l'Université de Djelfa, 2014, p. 71.

[⁶] AWD (Centre des Archives de la Wilaya de Djelfa), copie de lettres, 4 avril, 1918.

Les statistiques de janvier 1903 indiquent la présence, à Djelfa, d'une école comprenant trois classes, auxquelles une quatrième fut ajoutée en 1921. Pour les enfants nomades, une école spécifique fut ouverte pour les Ouled El-Aouer, limitée initialement à une seule classe. En 1907, cette institution, conçue à l'origine pour les nomades, fut progressivement convertie en école primaire au profit des enfants du village d'Aïn El Ibel. Quelques années plus tard, en 1911, une nouvelle école de garçons fut créée à Messaad, dotée de deux classes, suivie en 1912 par l'ouverture d'une classe pour filles à Djelfa, rattachée administrativement à l'école des jeunes filles européennes⁷.

Toutefois, l'extension de l'enseignement français dans la région se heurta à plusieurs obstacles structurels et conjoncturels :

- **Les guerres mondiales** : la Première Guerre mondiale entraîna la fermeture temporaire de plusieurs écoles, les enseignants français étant mobilisés au front, tout comme certains instituteurs dits *indigènes*. Ce n'est qu'après l'armistice que la reprise de l'activité scolaire put s'opérer.

- **Les épidémies** : les crises sanitaires eurent un impact direct sur le fonctionnement des établissements. Ainsi, l'école de Zenina fut fermée en février 1921 en raison d'une épidémie de typhus, suivie de celles de Messaad, Aïn El Maâbed et Aïn El Ibel. Si la plupart rouvrirent en octobre de la même année, l'école de Messaad fut de nouveau contrainte à la fermeture en novembre.

- **Le manque d'enseignants** : la région souffrait d'un déficit chronique d'enseignants qualifiés. L'administration coloniale ne manifestait pas une réelle volonté d'investir dans l'instruction des populations locales. De nombreuses classes restaient sans maîtres permanents, et les remplaçants recrutés étaient, pour la plupart, de jeunes débutants inexpérimentés.

- La réticence des enfants musulmans face à la scolarisation française constituait un phénomène récurrent, au point que plusieurs établissements furent contraints de fermer leurs portes en raison du faible taux de fréquentation⁸. Le programme éducatif proposé dans ces écoles restait extrêmement limité, se réduisant à quelques cours élémentaires d'hygiène, de gestion domestique et d'apprentissage du français, ce qui traduisait la faible ambition de l'administration coloniale en matière d'instruction des populations musulmanes. Les rapports coloniaux de l'époque relevaient par ailleurs une observation qualifiée de « paradoxale » : les enfants originaires du Sud semblaient, selon ces sources, maîtriser la langue française avec davantage d'aisance que leurs homologues du Nord. Toutefois, cette affirmation apparaît moins comme le reflet d'une réalité empirique que comme une construction idéologique. Elle visait à nourrir le discours colonial en opposant artificiellement un « Sud réceptif » à un « Nord réticent »⁹.

III.2. L'éducation agricole :

[7]Gouvernement général de l'Algérie, Les Territoires du Sud de l'Algérie 1^{er} janvier 1903 – 31 décembre 1921, deuxième partie, Jules carbonel imprimeur- libraire- éditeur, Alger, 1922, p p: 355 – 360.

[8] G.G.A, Les Territoires de Sud de l'Algérie l'œuvre accomplie 1^{er} janvier 1903 – 31 décembre 1929, deuxième partie, imprimerie Algérienne, Alger, 1929, p : 411.

[9]G.G.A, Les Territoires de Sud de l'Algérie l'œuvre accomplie 1^{er} janvier 1903 – 31 décembre 1929, deuxième partie, imprimerie Algérienne, Alger, 1929, p: 413.

En complément de l'enseignement général, certains instituteurs introduisaient auprès des élèves des notions pratiques relevant du jardinage, des travaux manuels et de la formation professionnelle, en particulier dans les écoles implantées dans les ksour. Ainsi, l'instituteur de l'école d'Aïn El Ibel initiait ses élèves à la culture de l'olivier, tandis qu'un autre maître « indigène », Tahar Ben Mohamed, leur enseignait l'art du tissage de la laine. Cette orientation traduisait la volonté de l'administration coloniale d'adapter l'instruction à une finalité essentiellement utilitaire, en privilégiant des savoirs techniques élémentaires plutôt qu'un véritable cursus académique¹⁰.

III.3. La situation sanitaire dans la région :

La situation sanitaire à Djelfa durant la période coloniale revêtait un caractère particulièrement préoccupant. L'absence quasi totale d'infrastructures médicales et de centres de soins institutionnalisés contraignait la population locale à recourir massivement aux pratiques de guérison traditionnelles, telles que les « visites », ou encore à la médiation des marabouts, investis d'un rôle thérapeutique symbolique. Cette fragilité sanitaire fut exacerbée par les choix économiques coloniaux et par les crises naturelles, qui exposèrent la société locale à des épisodes de famine et à la propagation récurrente de maladies infectieuses.

Face à cette situation, l'administration coloniale mit en place, dès les premières années de l'occupation, quelques structures d'assistance médicale. Le décret de 1902 relatif à l'organisation des territoires du Sud, assorti d'un budget spécifique, permit la création en 1904 du dispensaire militaire de Djelfa, doté de 22 lits et rénové en 1928. Celui-ci fut ensuite complété par des dispensaires annexes, confiés à des infirmières dites « indigènes » et soumis à des visites régulières d'un médecin rattaché à l'établissement principal¹¹.

IV- Réaction de l'administration coloniale face aux crises sociales dans la région de Djelfa:

Les interventions de l'administration coloniale française à Djelfa se déclenchaient principalement dans les périodes de disette, d'épidémies ou dans l'immédiat après-guerre. Toutefois, ces aides revêtaient un caractère sélectif, ciblant en priorité certaines catégories sociales jugées « utiles » ou « loyales », et ne parvenaient jamais à atténuer durablement les souffrances des populations dites « indigènes ». Car le problème fondamental ne résidait pas uniquement dans les aléas naturels ou les conjonctures exceptionnelles, mais bien dans les structures mêmes du système colonial et dans une politique systématique de désagrégation économique.

L'analyse des mesures adoptées révèle que les conditions sociales et environnementales de la région menaient presque inévitablement à des catastrophes humanitaires. La famine, résultant en grande partie de la logique d'exploitation coloniale, ouvrait la voie à des vagues épidémiques qui décimaient les communautés locales. Ainsi, dès avril 1919, des cas de typhus furent recensés, et la

[¹⁰] G.G.A, Les Territoires de Sud de l'Algérie 1^{er} janvier 1903 – 31 décembre 1921, deuxième partie, Op-Cit, p: 368.

[¹¹] G. G.A, Les Territoires de Sud de l'Algérie 1^{er} janvier 1903 – 31 décembre 1921, deuxième partie, Op-Cit, p p : 140 – 145.

situation s'aggrava en février 1920 lorsque Djelfa devint l'un des foyers principaux de propagation de cette maladie, dont la virulence atteignait un pic en hiver avant de décroître durant l'été. Outre le typhus, la région restait exposée à d'autres menaces sanitaires, notamment le paludisme.

Face à cette situation, l'administration coloniale tenta d'adopter un dispositif de contrôle sanitaire. Le 15 juillet 1921, une circulaire du gouverneur général prescrivait des règles strictes de détection des premiers cas épidémiques, confiant aux caïds — en particulier ceux dont les tribus étaient éloignées des centres administratifs — la responsabilité de signaler les cas suspects parmi les populations nomades¹². Quelques mois plus tard, le 25 octobre 1921, une autre circulaire institua la création de dispensaires locaux dirigés par des infirmières, dont certaines étaient d'anciennes militaires. Ces dernières suppléaient le médecin en son absence et assuraient la continuité des soins. Parallèlement, l'administration équipa les dispensaires dits « indigènes » en matériel de désinfection et d'isolement¹³.

Dans ce même contexte, l'hiver 1921 vit l'installation d'un camp de regroupement à Hadjar El Melh, destiné à isoler les « indigènes », y compris ceux qui n'étaient pas encore contaminés, afin de protéger prioritairement les populations européennes. Selon les archives officielles, près de 1 800 indigènes y furent logés et nourris, sous la supervision du capitaine Mohamed Ben Cherif, qui dirigeait le camp et finit lui-même par succomber au typhus au printemps 1921. L'échec de ce dispositif révéla les limites de l'action coloniale, et mit en lumière le rôle de suppléance assuré par les zaouïas locales, notamment celles de Zenina et d'El-Maalaba, qui jouèrent un rôle crucial dans la prise en charge des malades¹⁴.

Dans le prolongement de cette crise post-première guerre mondiale, l'administration chercha à instaurer certaines formes d'« assistance sociale », mais celles-ci demeurèrent largement conditionnées : elles s'adressaient surtout aux individus et familles ayant soutenu l'effort de guerre français, souvent au prix de leur propre sang. C'est dans ce cadre sélectif et idéologiquement orienté que virent le jour plusieurs institutions à caractère caritatif et sanitaire, présentées comme des avancées humanitaires, mais qui participaient en réalité d'une stratégie coloniale de contrôle social.

A/ Le Bureau de bienfaisance islamique

Le 19 avril 1921, l'administration coloniale créa à Djelfa le Bureau de bienfaisance islamique, conçu comme un comité caritatif chargé de distribuer des « aumônes », des allocations ou diverses formes d'aides sociales. Cette initiative se voulait une réponse à la dégradation des conditions

[¹²] G.G.A, Les Territoires de Sud de l'Algérie 1^{er} janvier 1903 — 31 décembre 1921, deuxième partie, Op-Cit, p: 157.

[¹³] G.G.A, Les Territoires de Sud de l'Algérie 1^{er} janvier 1903 — 31 décembre 1921, deuxième partie, Op-Cit, p p: 158, 159.

[¹⁴] G.G.A, Les Territoires de Sud de l'Algérie l'œuvre accomplie 1^{er} janvier 1903 — 31 décembre 1929, deuxième partie, Op-Cit, p: 122.

économiques et sociales qui frappaient la région au lendemain de la Première Guerre mondiale. Cependant, derrière l'apparente dimension humanitaire, ce bureau obéissait à une logique sélective : les aides ne concernaient pas l'ensemble des pauvres et nécessiteux, mais visaient prioritairement les anciens combattants blessés et les orphelins de guerre. La gestion de l'institution s'appuyait sur les caïds, qui établissaient eux-mêmes les listes de bénéficiaires au sein de leurs tribus, ce qui renforçait à la fois leur rôle de médiateurs locaux et l'intégration de l'élite indigène dans le système colonial¹⁵.

B/ "Dar El-Askri" :

À partir de l'après-Seconde Guerre mondiale, l'administration locale entreprit la création des Diar El-Askri (maisons des militaires) dans plusieurs localités du département de Djelfa. La première fut inaugurée à Djelfa le 15 septembre 1946¹⁶, lors de la visite d'inspection du directeur des régions du Sud. Des établissements similaires virent le jour à Messaad, El Charef et Hassi Bahbah. Ils comprenaient une aile médicale et assuraient la distribution de certains produits alimentaires. Le choix même de l'appellation souligne la finalité de ces structures : elles étaient destinées essentiellement aux anciens militaires et à leurs familles, consolidant ainsi leur attachement à la puissance coloniale tout en exerçant un contrôle social accru sur une catégorie jugée politiquement sensible¹⁷.

C/ "Dar Al-Mesakines" :

Toujours dans l'immédiat après-guerre, l'administration mit en place à Djelfa la Maison des pauvres (Dar Al-Mesakines). Cette institution possédait une vocation principalement médicale : elle intervenait dans la lutte contre les épidémies, notamment par la détection et le signalement des cas infectieux. Derrière cette fonction sanitaire se profilait également une logique de contrôle : en regroupant et en encadrant les populations les plus vulnérables, l'administration cherchait à réduire les risques de déstabilisation sociale tout en réaffirmant son rôle paternaliste¹⁸.

D/ La Maison du blessé musulman :

Créée après la Seconde Guerre mondiale, la Maison du blessé musulman visait officiellement à soulager la misère des mutilés et blessés de guerre issus de la région. Elle organisait aussi des activités de divertissement, comme la vente de billets de loterie. Mais au-delà de l'assistance, cette institution avait une fonction politique implicite : il s'agissait de canaliser une catégorie sociale potentiellement dangereuse pour la stabilité coloniale¹⁹.

[¹⁵] G.G.A, Les Territoires de Sud de l'Algérie 1^{er} janvier 1903 – 31 décembre 1921, deuxième partie, Op-Cit, p: 170.

[¹⁶] AWD (Centre des Archives de la Wilaya de Djelfa), copie de lettres, 10 août 1945.

[¹⁷] AWD (Centre des Archives de la Wilaya de Djelfa), copie de lettres, 7 février 1947.

[¹⁸] AWD (Centre des Archives de la Wilaya de Djelfa), copie de lettres, 4 février 1947.

[¹⁹] AWD (Centre des Archives de la Wilaya de Djelfa), copie de lettres, 19 octobre 1946.

E/ Les comités locaux d'assistance :

Par ailleurs, l'administration coloniale mit en place des aides spécifiques pour les victimes de guerre, coordonnées par des comités locaux composés de personnalités françaises et indigènes. Ainsi, en mai 1945, un comité fut institué à Djelfa pour venir en aide aux familles des soldats morts, distribuant vêtements et allocations. La composition de ce comité est révélatrice de la stratégie coloniale : aux côtés de l'administrateur Petitgean et de son épouse figuraient des représentants de toutes les composantes locales — Madame Canut, trésorière, le père blanc Pringuier, le cheikh Shouiha Ben Ali (imam de la mosquée de Djelfa), Léon El-Baz (président de la communauté juive), Parouti (délégué de l'Entraide populaire), Edraga (président des anciens combattants de France), ainsi que le bachagha Cherif Ben Cherif. Ce pluralisme institutionnalisé visait à donner une légitimité sociale à l'entreprise coloniale, tout en intégrant les élites locales dans un dispositif de contrôle global²⁰.

V-Conclusion:

L'analyse de la région de Djelfa durant la période coloniale révèle que la colonisation ne s'est pas traduite par une dynamique de développement équitable, mais plutôt par une restructuration profonde et souvent violente du tissu social et économique local. La fixation des tribus nomades à travers les lois foncières, l'implantation des colons européens et l'exploitation de la main-d'œuvre indigène ont contribué à bouleverser durablement les équilibres traditionnels. Derrière les projets économiques et les infrastructures mises en avant par l'administration coloniale, se dissimulait une politique d'appauvrissement systématique qui plongea la population autochtone dans la précarité, la famine et la maladie. L'éducation, largement monopolisée par les colons, n'offrit aux indigènes qu'un accès marginal, traduisant ainsi la volonté de maintenir une hiérarchie sociale inégalitaire. Djelfa illustre, à travers ce cas d'étude, la manière dont la colonisation produisit moins un progrès partagé qu'un processus d'exclusion et de domination dont les effets se sont prolongés bien au-delà de la période coloniale.

Annexes :

Le tableau n° 1 : Répartition de la population dans la région de Djelfa selon les catégories (1918)²¹ :

Européens							Indigènes (sujets françai)
Français			Etrangers				
D'origine	naturalisés	Israélites	Espagnols	Italiens	Maltais	Autres	
394	74	178	27	8	1	4	53122

[²⁰] AWD(Centre des Archives de la Wilaya de Djelfa), copie de lettres, mai 1945.

[²¹]G.G.A, Les Territoires de Sud de l'Algérie l'œuvre accomplie 1^{er} janvier 1903 — 31 décembre 1929, deuxième partie, imprimerie Algérienne, Alger, 1929, p : 411.

Le tableau n° 2 présente la situation des dispensaires à Djelfa entre 1925 et 1928²²:

1925				1926					
Nombre de journée d'hospitalisés	Nombre de malades hospitalisés			Nombre de consultations donnés	Nombre de journée d'hospitalisés	Nombre de malades hospitalisés			Nombre de consultations donnés
	Enfants	Femmes	Hommes			Enfants	Femmes	Hommes	
3910	20	49	97	9918	5029	21	56	112	10274
1927				1928					
Nombre de journée d'hospitalisés	Nombre de malades hospitalisés			Nombre de consultations donnés	Nombre de journée d'hospitalisés	Nombre de malades hospitalisés			Nombre de consultations donnés
	Enfant	Femmes	Hommes			Enfant	Femmes	Hommes	
3487	24	50	100	10068	3740	17	51	125	10220

Références :

Al-Shafi'i Darwish, La relation des tribus Ouled Nail avec l'autorité ottomane en Algérie à travers le livre Le Voyage de Bey Muhammad al-Kabir, Qabas Journal for Human and Social Studies, Numéro : 1, Vol : 4, Publications de l'Université d'El Oued, juin 2020.

AWD (Centre des Archives de la Wilaya de Djelfa), copie de lettres, 4 avril, 1918

AWD (Centre des Archives de la Wilaya de Djelfa), copie de lettres, 10 aout 1945.

AWD (Centre des Archives de la Wilaya de Djelfa), copie de lettres, 7 février 1947.

AWD (Centre des Archives de la Wilaya de Djelfa), copie de lettres, 19 octobre 1946.

AWD (Centre des Archives de la Wilaya de Djelfa), copie de lettres, 4 février 1947.

AWD(Centre des Archives de la Wilaya de Djelfa), copie de lettres, mai 1945.

G.G.A, Les Territoires de Sud de l'Algérie l'œuvre accomplie 1^{er} janvier 1903 – 31 décembre 1929, deuxième partie, imprimerie Algérienne, Alger, 1929.

[²²]G.G.A: LesTerritoires de Sud de l'Algérie 1^{er} janvier 1903 – 31 décembre 1921, deuxième partie, Op-Cit, p: 157.

Gouvernement général de l'Algérie, Les Territoires du Sud de l'Algérie 1^{er} janvier 1903 — 31 décembre 1921, deuxième partie, Jules carbonel imprimeur- libraire- éditeur, Alger, 1922.

Kamal Bayram, Écrits d'officiers français sur Djelfa et le Sahara, Ansanah Journal for Research and Studies, n° 10, Publications de l'Université de Djelfa, 2014.

Le duc Dumas, Le Sahara algérien, traduit par Fawzia Kandouz Abbad, Éditions et Distribution Granada, Algérie.

M.O Mac-Carthy, Dictionnaire géographique, économique, et politique de l'Algérie, Dubos frères, imprimeurs-libraires- éditeurs, Alger.

S. Trumely, Les Français dans le Sahara : Carnets d'une campagne aux frontières du Sahara algérien, trad. Mohamed Merajy, Granada Publishing and Distribution, 2013, p. 331.